



HAL
open science

Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire

Benoît Pelopidas

► **To cite this version:**

Benoît Pelopidas. Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire: retour sur une représentation opiniâtre. *Revue suisse de science politique/Swiss Political Science Review*, 2009, 15 (2), pp.281 - 316. 10.1002/j.1662-6370.2009.tb00130.x . hal-03459948

HAL Id: hal-03459948

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459948>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du fatalisme en matière de prolifération nucléaire : Retour sur une représentation opiniâtre

BENOÎT PÉLOPIDAS
IEP de Paris et Université de Genève

Les discours des décideurs politiques mais aussi de la majorité des spécialistes du nucléaire militaire véhiculent l'idée selon laquelle l'augmentation, pas nécessairement linéaire, du nombre d'acteurs dotés de l'arme nucléaire est une tendance lourde, voire une loi de l'histoire. Cet article entend mettre au jour le rôle de la métaphore biologique de la prolifération, transposée aux armes nucléaires, dans la construction de cette vision de l'histoire nucléaire et explorer la sélection qu'elle opère dans la mise en récit qui en découle. Il conclut par la saisie des conséquences politiques de cette vision et une mise en garde contre une alternative fallacieuse au fatalisme proliférant que serait la pédagogie de la catastrophe, avant de proposer plusieurs pistes de recherche sur les autres sources du « fatalisme » que nous avons identifié ainsi que la possibilité d'un changement de paradigme.

KEYWORDS : Nuclear Proliferation • Nuclear Disarmament • Metaphor • Historical Narrative • Forecasting • Epistemic Communities.

Un nombre croissant de pays recherche des armes avancées, y compris nucléaires [...]. Comme la prise de conscience internationale du problème augmente, les pays deviennent plus habiles, concevant des réseaux d'entreprises et de fournisseurs de façade pour déjouer les contrôles à l'exportation et acheter ce qui sinon leur serait interdit.

Ce diagnostic de James Woolsey, alors directeur de la CIA, exposé devant le Sénat américain le 24 février 1993 (Woolsey 1993 : 9, notre traduction), semble d'une actualité troublante.¹ En effet, les décideurs ont, au moins depuis lors, pour coutume de présenter la prolifération comme imminente pour actualiser l'urgence de l'action politique. Dans le cadre de cette étu-

¹ Je remercie Jacques Hymans, Florent Parmentier, Fouad Zarbiev, ainsi que les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires et critiques précieux parce qu'impitoyables sur les versions antérieures de ce texte. Que les membres du groupe d'études stratégiques de l'Université de Genève (GESUG) trouvent aussi dans ces lignes l'expression de ma gratitude.

de, nous nous intéresserons plutôt aux travaux de la communauté internationale des experts dans le domaine du nucléaire, y compris des services de renseignement, dans lesquels nous observons une tendance analogue à considérer l'augmentation du nombre d'états dotés de l'arme nucléaire comme une orientation fondamentale de l'histoire nucléaire. Après avoir présenté les différentes variantes de cette interprétation dominante, nous identifierons le recours systématique par cette communauté à la métaphore de la « prolifération », au moins depuis qu'Albert Wohlstetter a appliqué le terme aux armes nucléaires dans son article classique paru en avril 1961 (367), comme cadre cognitif de cette compréhension de l'histoire nucléaire. Alors que les rôles de la métaphore dans la compréhension des dynamiques historiques sont bien établis (pour une vue synthétique, Stambovsky 1988 ; Hook 1984 ; Mutimer 1997, 1998, 2000), nous montrerons comment la réification de cette métaphore fondamentale peut conduire à la *doxa* que nous venons de brosser à grands traits. Enfin, nous mettrons cette vision à l'épreuve de l'histoire nucléaire afin d'en révéler les biais. En conclusion, nous exposerons certains effets politiques de cette compréhension spécifique du passé, mettrons en garde contre une certitude alternative qui se manifeste dans la littérature récente et proposerons trois pistes de recherche.

Le fatalisme proliférant comme perception dominante au sein de la communauté des experts du nucléaire militaire et ses variantes

Y aurait-il une loi selon laquelle le nombre d'acteurs dotés de l'arme nucléaire augmente tout au long de l'histoire de l'armement : aucun de l'origine à 1945, puis un nombre croissant jusqu'aux huit ou neuf que nous connaissons aujourd'hui ?² Depuis une quinzaine d'années, des contributions scientifiques (pour les plus récentes, cf. Hymans 2006a ; Solingen 2007 ; Rublee 2009) le récuse mais cette croyance demeure majoritaire et continue de guider les prévisions.

Ainsi, l'absence d'anticipation par les services de renseignement des essais nucléaires soviétiques, chinois, de la deuxième campagne d'essais indiens de 1998 ou de l'ampleur du programme nucléaire irakien avant

² On compte neuf états dotés si l'on inclut la Corée du Nord suite à l'essai du 9 octobre 2006, que la plupart des experts considèrent comme un échec (Sanderson et Giles 2006 ; Hymans 2008b : 271–78).

1991 (Russell 2005 : 468–73 ; Froscher 2006 ; Richelson 2006) ne récuse en rien notre hypothèse sur leur préconception globale de l'histoire nucléaire.³ Ils ont commis des erreurs sur l'identité des proliférants, sous-estimé l'ampleur de certains programmes, mais ont toujours supposé que le sens de l'histoire était celui de la prolifération, prédisant un nombre de proliférants plus important que leur nombre effectif. Ainsi, un *National Intelligence Estimate* en date du 18 juin 1957 (disponible sur le site de la CIA (<http://www.foia.cia.gov>) désignait déjà une dizaine de proliférants à un horizon de dix ans, alors qu'il y en aura moins à l'échelle du demi-siècle qui suit. De même, le démantèlement de l'arsenal Sud-Africain annoncé par le président De Klerk le 24 mars 1993 a fait l'objet de soupçons de la part des services de renseignement, longtemps après la fin des inspections menées par l'AIEA (Richelson 2006 : 373–400). Les rapports rendus publics maintiennent des évaluations probabilistes de la fraude et ne peuvent être entachés d'un fatalisme sans nuance. Cela révèle toutefois un regard porté dans le sens de la prolifération puisque l'incertitude irréductible est saisie sur le mode du soupçon.

Ce diagnostic inclut désormais des acteurs non-étatiques, dont on envisage qu'ils veuillent et puissent se doter de l'arme nucléaire. Après les craintes relatives à la sécurité de l'ex-arsenal soviétique, le démantèlement du réseau d'A. Q. Khan a révélé que les transferts de technologie étaient moins difficiles que prévu (Corera 2006 ; pour une approche suggérant que les contraintes demeurent très importantes, Montgomery 2005). Dès

³ Nous considérons ici le renseignement américain parce que, jusqu'aux années 1990, la dissémination clandestine était jugée improbable du fait des contrôles de l'AIEA de sorte que les services de renseignement ne s'y consacraient pas spécifiquement. En France par exemple, elle n'est inscrite dans le Plan National du Renseignement qu'en 1993 (Hayez 2008 : 8). Les structures des services de renseignement des autres états occidentaux sont moins connues mais deux éléments suggèrent la création également tardive de services spécifiquement consacrés à anticiper la prolifération. D'une part, le développement par les Etats-Unis d'une stratégie de contre-prolifération sous l'administration Clinton ainsi que le statut de menace pour la paix et la sécurité internationale octroyé à la prolifération par le président du Conseil de Sécurité des Nations Unies en janvier 1992 ont incité les gouvernements à développer un souci et des compétences spécifiques en la matière. D'autre part, c'est la chute du bloc de l'Est qui a conduit à un redéploiement d'activités, les services ayant conservé une responsabilité dans le suivi des questions de défense, comme le BND allemand, se focalisant dès lors sur la question des « armes de destruction massive » plutôt que sur les ordres de bataille conventionnels. (Correspondance électronique de l'auteur avec Philippe Hayez, haut fonctionnaire ayant occupé diverses fonctions au sein du renseignement extérieur français, intervenant désormais comme chercheur sur ces questions, 18 mars 2009).

lors, si la plupart des analystes s'accordent à observer que le terrorisme spécifiquement nucléaire est la variante de loin la moins probable du terrorisme de destruction massive (Le Guelte 2003 ; Daguzan et Lepick 2003 ; Ferguson et coll. 2004), le débat d'experts s'est détourné des questions de volonté et de capacité au profit d'une troisième qui vise à prévenir l'acquisition et l'usage de l'arme (Levi 2007). Cela dénote une croyance implicite en un prolongement de la loi supposée de la fatalité de l'augmentation du nombre d'acteurs dotés au-delà des seuls états.

Le primat de cette conception historique est d'autant plus significatif que la perspective qui lui est radicalement opposée, considérant le monde de demain comme celui du désarmement nucléaire à un horizon prévisible, demeure marginalisée. Certes, le désarmement nucléaire et jusqu'à l'abolition de ces armes redeviennent un horizon du discours politique suite à la prise de parole répétée de quatre anciens hauts responsables américains (Kissinger, Nunn, Perry et Schultz 2007, 2008), reprise par des dirigeants politiques aussi bien que par la « société civile ». Citons les orientations affichées par le Président Obama dès sa campagne et réaffirmées depuis (Obama 2008a, b), les discours du Premier Ministre Brown à Delhi le 21 janvier 2008 puis à Londres le 17 mars 2009 (Brown 2008, 2009), celui du président Sarkozy le 21 mars 2008 puis sa lettre au secrétaire général des Nations Unies, le 5 décembre de la même année, à l'issue de la présidence française de l'Union européenne (Sarkozy 2008a, b), enfin, le lancement du collectif *Global Zero* fondé par 100 personnalités éminentes qui se prononcent en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires à Paris trois jours plus tard. Ces évolutions ne conduisent pas pour autant les analystes à considérer le monde de demain comme celui du désarmement nucléaire. Ils y voient tantôt des artifices rhétoriques qui usent de l'ambiguïté du mot de désarmement, désignant à la fois un processus dont le rythme demeure indéfini et son terme (Pélopidas 2009) tantôt des préférences sincères sur ce que *devrait* être l'ordre nucléaire international (Pélopidas 2008b) plutôt que des indices de ce qu'il sera. Ainsi, certains persistent à envisager le monde de demain comme « proliféré » (de Champchesnel et Kazprzyk 2008 : 84 ainsi que tous ceux qui anticipent un nouvel âge nucléaire, que ce soit le second ou le quatrième selon les chronologies choisies) et ceux qui accordent du crédit à la perspective du désarmement le conçoivent comme une diminution de taille des arsenaux et probablement pas du nombre d'états dotés (Pélopidas 2008c). Les projections les moins fatalistes envisagent plutôt que le nombre d'états dotés de l'arme nucléaire n'aug-

mente pas (Walker 2009), ou considèrent l'abolition comme une « destination distante mais atteignable » parce que nécessaire (Acton et Perkovich 2009 : 315, notre traduction). Ce bref panorama suffit à mesurer combien la perspective du désarmement comme anticipation descriptive et non pas prescriptive de l'avenir demeure marginalisée.

L'imaginaire de l'augmentation inévitable du nombre d'acteurs dotés est entretenu par l'horloge métaphorique qui fait la couverture du *Bulletin of the atomic scientists* depuis 1947 (vol. 3 no. 6), dite « horloge du jour du jugement dernier » (*doomsday clock*). Minuit sonne l'heure de l'apocalypse nucléaire, et l'horloge figure le temps qui nous en sépare ; selon cette logique, le monde s'approche lentement mais sûrement de l'abîme. Or, l'augmentation du nombre d'acteurs dotés est précisément l'une des raisons pour lesquelles le temps passe sur cette horloge.⁴ Précisons qu'après la fin de la Guerre froide et la remise à l'heure qu'elle suscite, l'humanité s'éloignant de l'heure symbolique de son extinction de onze minutes en deux ans, certains consultants du comité de direction du *Bulletin* ont proposé de remplacer l'horloge par un autre symbole. Toutefois, cette proposition n'a pas été retenue, illustrant la pérennité du souci de figurer une histoire téléologique. (Vuori 2009 : 22.)

Ce n'est là que la variante pessimiste du fatalisme en matière nucléaire. Ainsi, les affirmations de Kenneth Waltz, qui considère qu'une augmentation lente du nombre d'états dotés accroît la sécurité internationale par la constitution de nouveaux équilibres dissuasifs (1981 ; Sagan et Waltz 2003 : chap. 1 et 3), ne paraissent pas moins fatalistes : Waltz conçoit ce mouvement comme tout aussi nécessaire même s'il fait valoir qu'une théorie générale des relations internationales ne peut pas prévoir un phénomène aussi complexe que la prolifération (1995 : 803).

Le fait que ce fatalisme se retrouve même ponctuellement chez certains constructivistes critiques, dont le programme de recherche consiste précisément à ne pas concevoir les intérêts comme donnés, en dit long sur la séduction qu'il exerce (Mutimer 1998 : 123).

La version la plus radicale de cette compréhension de l'histoire nucléaire, qui en fait une nécessité linéaire, considère la dynamique historique en termes de vitesse : seul le rythme de l'augmentation du nombre d'états dotés peut être affecté, et non le sens de l'évolution. Marie-Hélène Labbé

⁴ Cela vaut dans la mesure où l'augmentation du nombre d'acteurs dotés est un élément de l'augmentation du nombre d'armes nucléaires présentes dans le monde. Les aspects indépendants de la sécurité nucléaire sont le changement climatique et la biosécurité. En ligne : <http://www.thebulletin.org/content/doomsday-clock/overview> [consultée le 17.03. 2009].

formule l'alternative en ces termes : cette dynamique « peut-elle être freinée ou va-t-elle s'accélérer ? » (1995 : 15). Mais l'idée est ancienne et se retrouve chez Bertrand Goldschmidt, éminent chimiste français membre du projet Manhattan, co-fondateur du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) et représentant de la France au Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de 1958 à 1980, qui usait régulièrement de la boutade suivante : « La prolifération nucléaire, c'est comme la sexualité des adolescents : on peut la retarder, mais on ne l'arrêtera pas. »⁵

Une version plus mesurée, et d'ailleurs plus répandue, maintient le critère de nécessité mais nuance la linéarité : elle reconnaît l'existence de périodes de stagnation, voire de réduction des arsenaux et du nombre d'états dotés, qui ne sont qu'autant d'artefacts dans une dynamique plus profonde d'augmentation. Les tenants de cette version usent de la métaphore de la vague, l'ampleur et le nombre de vagues qui entraînent une augmentation du nombre d'états dotés étant dans ce cas supérieurs à ceux des vagues contraires. Ainsi, la prospective va dans le sens d'une nouvelle « vague » de prolifération nucléaire (voir notamment Tertrais 2003 ; Campbell et coll. 2004 ; Samaddar 2005 : 435 ; Langewiesche 2007 ; Courmont 2008). Face aux déclencheurs nord-coréen et iranien, le Japon, l'Égypte, la Turquie, puis sans doute l'Indonésie, l'Australie, le Brésil et l'Arabie Saoudite sont pensés comme potentiellement nucléaires dans un futur proche, favorisant un possible déferlement nucléaire, pour filer la métaphore. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : une métaphore qui séduit par sa capacité figurative davantage que par son potentiel heuristique ou sa rigueur.

La métaphore de la prolifération comme cadre cognitif du fatalisme proliférant

Commençons par observer que la familiarité d'un expert avec son objet d'étude induit une vision parcellaire, selon un processus saisi en ces termes par Wittgenstein :

Les aspects des choses les plus importants pour nous sont cachés du fait de leur simplicité et de leur banalité. (On peut ne pas remarquer quelque chose – parce qu'on

⁵ Cette citation m'a été communiquée par Georges Le Guelte lors d'un entretien à Paris le 24 octobre 2008. L'idée se retrouve sous la plume de Goldschmidt de manière moins imagée dans (1967 : 303).

l'a toujours sous les yeux.) Les véritables fondements de sa recherche ne frappent pas du tout l'attention d'un homme (2005 : 88).

Ce processus commun d'occultation, auquel les spécialistes du nucléaire n'ont aucune raison d'échapper, opère également par l'usage de métaphores dans la description des phénomènes ou la formulation d'un récit historique. Comme l'écrivait Bertrand de Jouvenel, « [l]a métaphore est toujours une servante dangereuse : ne paraissant d'abord que pour modestement illustrer le raisonnement, elle s'en rend bientôt maîtresse et le gouverne » (1945 : 86). En d'autres termes, la métaphore, plus encore que l'analogie, réorganise les attributs du thème auquel elle applique des propositions valides pour le « phore » – respectivement A et B dans la métaphore de type A est B ou le A de C est le B de D –. Ce faisant, elle sélectionne, supprime certains attributs et en ajoute d'autres ; elle circonscrit et contraint le cadre cognitif à partir duquel on envisage le phénomène considéré. Par exemple, en décrivant une bataille à l'aide de termes issus du vocabulaire du jeu d'échecs, on en élimine l'aspect émotionnel (Black 1962 : 42, 44–5).

Ainsi, on ne peut se satisfaire d'une approche neutre du lexique qui considère simplement que le terme de prolifération est plus large que celui de dissémination (limité à l'augmentation du nombre d'états dotés), alors que le premier, dans sa variante dite verticale, comprend également toute autre augmentation de la taille des arsenaux (Le Guelte 1997 : 8). Le passage du terme de « dissémination » à celui de « prolifération » introduit la métaphore qui façonnera la compréhension majoritaire du phénomène. Ainsi, le « problème du pays N+1 » a commencé à se poser dans le monde universitaire entre 1958 et 1962, (Potter et Mukhatzhanova 2008 : 160) au moment précis où le terme de « prolifération » était transposé par Wohlschetter. Puis son emploi s'est généralisé en langue française, anglaise, allemande, italienne, russe et ce qui pouvait être une analogie s'est condensé en une métaphore : l'augmentation des acteurs dotés n'est pas *comme* de la prolifération ; elle *est* la prolifération. Or, une fois posée l'exigence d'une distance entre les registres respectifs du thème et du phore, Perelman reconnaît que les

expressions à sens métaphorique étant admises spontanément et sans effort, il suffira, par une technique appropriée, de leur donner leur plein effet analogique, pour qu'elles en arrivent à structurer notre pensée et à agir notre sensibilité d'une façon particulièrement efficace (1989 : 399).

Reste à saisir l'efficace propre à la métaphore de la prolifération appliquée spécifiquement et systématiquement aux armes nucléaires en une expression désormais consacrée par le langage officiel.

Précisons d'emblée un indice de l'ampleur de l'efficace de cette métaphore. Perelman affirme que dans les sciences, non seulement les métaphores sont plus rares que les analogies, mais même ces dernières ne peuvent avoir le dernier mot de sorte qu'

en fin de compte, l'analogie sera remplacée par un modèle, un schéma ou une loi générale qui englobe thème et « phore » [les deux termes de l'analogie], de préférence d'allure mathématique (1989 : 400).

Ce devrait donc être le cas pour la question de l'évolution du nombre d'acteurs dotés d'armes nucléaires.

Pourtant, c'est bien une métaphore qui subsiste, associée effectivement à une loi d'accroissement des armements ; la métaphore n'apparaît alors plus comme telle, ce qui révèle son efficace maximale. Même si l'on reconnaît une légitimité à l'usage des métaphores dans le discours scientifique (Jones 1982), une telle reconnaissance suppose soit que l'on ne déduise rien des éléments induits par la métaphore, soit que le scientifique entretienne avec elle un rapport réflexif (Ascher 2005). Ce faisant, on pare à l'objection d'Alan Sokal sur la transposition hâtive de vocabulaire et de mécanismes observés en physique ou en mathématique au domaine de la philosophie ou des sciences humaines (Sokal et Bricmont 1999). En un sens, d'ailleurs, s'efforcer de ne rien déduire de la métaphore utilisée revient à lui reconnaître une seule portée pédagogique et à conserver à l'esprit son statut.

Pour comprendre comment la métaphore de la prolifération va délimiter les fondements de la croyance en une augmentation nécessaire du nombre d'états dotés, il convient donc d'observer ce que l'on peut en déduire.

Commençons par la connotation proprement pathologique associée au terme de prolifération, issu du registre de la biologie, dont l'histoire est associée très tôt au cancer. Alors que le terme se répand dans les années 1860 en anglais, l'idée que le cancer est causé par la prolifération cellulaire est confirmée par *l'Imperial Cancer Research Committee* dès 1905 (Santoro 2008 : 4-7). De même, en français, le terme de prolifération a été formé en botanique à propos de ce qui donne naissance à un organe surnuméraire (Rey 2000 : 1771). Le processus de reproduction cellulaire est contrôlé de l'extérieur, et c'est lorsque ce contrôle faillit que la dégénérescence se manifeste et que le cancer se développe, pouvant aller jusqu'à tuer l'orga-

nisme considéré. Le fatalisme pessimiste trouverait donc une source dans ce pan de la métaphore. Sa traduction politique se lit dans les mesures de contrôle des armements, et de manière littérale dans la proposition de Trudeau en mai 1978 à la commission des Nations Unies sur le désarmement, dite « proposition de suffocation » (Mutimer 1997 : 202).⁶ Cette connotation pathologique associée à la diffusion des armes va s'étendre aux états désireux d'en faire l'acquisition après la Guerre froide (Klare 1995 ; Mutimer 2000).

Ensuite, l'expression de « prolifération des armes nucléaires », que l'on retrouve à l'identique en anglais, allemand, italien, espagnol et russe jusqu'à aujourd'hui, parfois étendue à la notion d'armes de destruction massives (Martin 2004), met l'accent sur le caractère auto-engendré du phénomène concerné. Cette signification apparaît en anglais avant même la dimension pathologique. En effet, *l'Oxford English Dictionary* indique la définition suivante, en vigueur dès les années 1860 : « La formation ou le développement de cellules par bourgeonnement ou division » (1983 : 1448, notre traduction). Transposé tel quel au domaine nucléaire, le terme demeure technique et n'accorde aucune place au facteur politique qui, à l'évidence, n'intervenait pas dans la reproduction cellulaire. Les armes se reproduiraient-elles par auto-engendrement ? Ce n'est guère probable mais la métaphore n'a que faire de telles invraisemblances. Ces mêmes caractéristiques se retrouvent en français, où le terme de prolifération désigne en biologie dès les années 1880 ce qui se multiplie rapidement (Rey 2000 : 1771). La métaphore biologique de la prolifération appliquée au nucléaire va donc déboucher sur une approche exclusivement quantitative du phénomène, jusqu'à une forme de fatalisme technologique et économique. C'est la première source du fatalisme en matière d'histoire nucléaire. On le lit de manière particulièrement éloquente chez Frank Barnaby qui écrit : « un pays avec un programme d'énergie nucléaire va *inévitablement* acquérir les connaissances technologiques et l'expertise, et va accumuler la matière fissile, nécessaire à la production d'armes nucléaires » (Barnaby 1993 : 2, notre traduction et notre italique). Cette logique se retrouve dans les diatribes contemporaines contre la vente de réacteurs et le refus de la distinction entre lesdits réacteurs d'une part, ne produisant que de la vapeur, et les usines d'enrichissement de l'uranium et de retraitement du plutonium d'autre part, qui produisent les matières fissiles utilisables à des fins militaires. Si

⁶ Elle comprend un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'interruption de la production de matières fissiles.

l'on s'en tient à la métaphore, le nucléaire civil apparaît comme une étape intermédiaire dans la multiplication des arsenaux nucléaires militaires. On peut comprendre ce fatalisme ou déterminisme technologique et économique de deux manières. Soit on considère cette attitude comme guidée par la prudence. Dans ce cas, la prolifération nucléaire étant une menace pour la paix et la sécurité internationales comme le présente la déclaration du président du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 31 janvier 1992, prévenir l'acquisition des moyens de construire une bombe en érigeant des barrières techniques apparaît comme la politique la plus sûre pour atteindre l'objectif de non-prolifération. Elle épargne d'identifier les proliférants et de découvrir leurs mobiles. Soit on accorde à la métaphore de la prolifération une efficace politique encore plus profonde ; elle implique alors que la bombe est considérée comme intrinsèquement désirable.⁷ Pour extrême qu'elle paraisse, cette seconde interprétation de la métaphore, qui équivaut à dire que les états ne prolifèrent pas seulement parce qu'ils n'en ont pas les moyens, n'est pas rare (Ogilvie-White 1996 : 44).⁸ Elle est compatible avec les deux grandes variantes de l'approche réaliste : celle qui considère que la bombe est absolument désirable, mais aussi celle qui reconnaît qu'elle implique des coûts autant que des bénéfices. En effet, comme le note Jacques Hymans, le réalisme *soft* peut aisément retomber dans sa variante *hard* dans la mesure où une garantie de sécurité sera toujours soupçonnée (2006b : 456). L'approche économique de Brito et Intriligator illustre également la désirabilité de la bombe lorsqu'ils affirment que « comme le coût des armes nucléaires diminue, [...] il y aura de nouveaux états nucléaires dans l'avenir à moins que de nouvelles politiques n'augmentent ce coût » (Brito et Intriligator 1993 : 301, notre traduction). On en trouve une varian-

⁷ Cette interprétation extrême n'est pas nécessaire pour valider notre hypothèse de départ. En effet, pour que le nombre d'états dotés augmente indéfiniment au cours de l'histoire, il n'est pas nécessaire que chaque état désire et parvienne à se doter de l'arme. Il suffit que le nombre de ceux qui franchissent le seuil soit toujours supérieur au nombre de ceux qui renoncent à la bombe. En d'autres termes, le système de croyances que nous analysons suppose seulement que la bombe demeure davantage désirée que redoutée, tous états confondus, sans que cela signifie que chaque état veuille se doter, encore moins qu'il y parvienne effectivement.

⁸ On peut d'ailleurs observer que les analystes suggérant que les états développent des arsenaux nucléaires dès qu'ils disposent de la technologie pour le faire sont souvent issus d'états dont l'histoire nucléaire correspond à une telle description. Nous remercions l'un des évaluateurs anonymes de la Revue suisse de science politique pour cette observation.

te dans l'idée répandue selon laquelle les armes chimiques et biologiques sont les bombes atomiques du pauvre (Mutimer 1997 : 213).

La connotation du mécanisme auto-engendré opère une dépolitisation du phénomène qui conduit soit à négliger les objectifs politiques des proliférants, soit à leur en attribuer un d'office, à travers l'idée de la désirabilité intrinsèque de la bombe.

Cette dépolitisation est alimentée par une autre composante de la métaphore, à savoir celle de la réaction en chaîne, qui naît apparemment en 1968 de la plume de Sir John Cockcroft (Walsh 2001 : 5). De même que la prolifération cellulaire est un phénomène qui s'auto-reproduit à partir d'une première division, la prolifération nucléaire est pensée sur le mode de la réaction en chaîne à partir du franchissement du seuil nucléaire par l'un des acteurs. On retrouve la source d'une approche linéaire en termes de vitesse, qui dessine des vagues comme autant de phases d'accélération temporaires du phénomène. Lorsqu'un état prolifère, les analyses dominantes avancent que les autres états de la région vont aussi être amenés à proliférer pour préserver un équilibre stratégique : « la prolifération engendre la prolifération », écrivait George Schultz, alors secrétaire d'état du Président Reagan (1984 : 18, notre traduction). Aujourd'hui, l'usage du trope de la « réaction en chaîne stratégique » demeure majoritaire parmi les experts du domaine (Sagan 1997 : 58–59). William Potter affirme ainsi qu'il est « difficile de trouver un analyste qui prédise le futur sans référence à des métaphores telles que des chaînes de prolifération, des cascades, dominos, des vagues, des avalanches », se reconnaissant lui-même « coupable de la même tendance » (Potter et Mukhatzhanova 2008 : 159). Même Etel Solingen, par ailleurs très critique de cette approche, cède ponctuellement à la crainte de la réaction en chaîne proliférante en Asie du Sud Est (2007 : 288–89).⁹

Après avoir exposé comment la réification de la métaphore de la prolifération constitue au moins le cadre cognitif du fatalisme proliférant, il nous faut mettre cette vision à l'épreuve. Précisons qu'une telle démarche n'a pas besoin de se prononcer sur la possibilité de produire un discours historique exempt de métaphore.¹⁰ Il lui suffit de postuler qu'un usage réflexif de la métaphore demeure possible.

⁹ Seules quelques études quantitatives, pour la plupart non publiées, avancent que la présence d'un rival poursuivant un programme nucléaire ou disposant d'un arsenal diminue la probabilité que l'Etat considéré entame lui aussi un programme nucléaire militaire. Nous ne nous prononçons pas à ce stade sur la validité de ces conclusions (cf. Bleek 2009 : 10–12).

¹⁰ Pour une approche qui défend le caractère intrinsèquement métaphorique de la pensée, cf. Lakoff et Johnson 2003. Pour une approche suggérant plutôt que la force propre à la

A l'ombre de la métaphore : le fatalisme proliférant à l'épreuve de l'histoire nucléaire

Avant d'évaluer les prédictions issues du fatalisme proliférant dans leur ensemble, reprenons une par une les déductions issues de la métaphore qui y conduit, à savoir la connotation pathologique associée au phénomène proliférant et transposée à ceux qui l'incarnent, le caractère auto-engendré du phénomène qui culmine dans une forme de loi du déterminisme technologique et économique, enfin, la logique de la réaction en chaîne qui suppose que la bombe constitue la meilleure réponse à un problème de sécurité causé par la prolifération d'un voisin.

D'abord, les régimes proliférants peuvent modifier leur orientation stratégique avant ou après avoir franchi le seuil nucléaire. Ainsi, la pathologie associée à la bombe par la métaphore, dont ils sont alors un foyer, une métastase, peut être endiguée. Elle peut régresser. La plupart des états proliférants n'ont d'ailleurs pas réussi à franchir le seuil nucléaire (cf. Tableau 1 infra) et l'Afrique du Sud a démantelé la totalité de son arsenal nucléaire après avoir construit six ogives et disposé d'une arme nucléaire assemblée et opérationnelle pendant dix ans. (Reiss 1995 : 8–12, 32–35 ; Masiza 1993). De même, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, nés avec des portions significatives de l'arsenal soviétique sur leur territoire, vont tous trois restituer ces arsenaux à la Russie dans le cadre du protocole de Lisbonne, signé le 23 mai 1992, et le démantèlement sera effectif dans les trois cas au plus tard en 1996 (Potter 1995 ; Skootsky 1995 ; Shields et Potter 1997). Même la Libye, qui soutenait des groupes terroristes jusqu'à la fin des années 1980 et a tenté de se doter de l'arme dès l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969 (Braut-Hegghammer 2008 : 59–63 ; Solingen 2007 : chap. 10), a reconsidéré complètement ses orientations stratégiques à partir de 1992, lorsqu'elle a engagé son programme d'armes de destruction massive dans les négociations avec Washington et Londres (Bowen 2006 : chap. 3 ; Müller 2007 : 77).¹¹ Après de longues négociations, elle

métaphore réside dans sa capacité à produire et à donner une forme à la découverte scientifique, cf. Ricœur 1975. Ce dernier pense que la stabilisation de la connaissance scientifique consiste à passer de l'équivocité de la métaphore à l'univocité du concept. Il reconnaît toutefois au processus interprétatif un statut intermédiaire entre l'ordre du concept et celui de la métaphore. Pour une approche de la métaphore comme mode d'accès et d'intelligibilité des choses politiques telles qu'elles sont, cf. Miller 1979. Enfin, pour un aperçu synthétique des usages de la métaphore dans le discours historique, cf. Stambovsky 1988.

¹¹ Le colonel Kadhafi a donné un discours public en mars 2006 insistant sur le fait que la dé-

a annoncé officiellement avoir renoncé aux armes nucléaires en décembre 2003 et démantelé les installations existantes sous le contrôle de l'AIEA dans un délai très court (Bowen 2006 : chap. 4 ; Cirincione, Wolfstahl et Rajkumar 2005 : 317). Harald Müller considère ainsi la Libye comme un « cas parmi les plus spectaculaires de déprolifération réussie et pacifique de l'histoire » (2007 : 73, notre traduction).

Ensuite, la loi du déterminisme technologique suggère que tout état disposant de la capacité de se doter de l'arme va effectivement le faire. Elle se décline selon au moins deux variantes. La première postule un désir de bombe toujours présent mais entend le contraindre par des barrières technologiques. La seconde postule le même désir mais consiste à considérer que la mise en réseau des filières de prolifération avérée par la découverte du réseau d'A. Q. Khan diminue considérablement les barrières technologiques, de sorte que les pays désireux de se doter « trouveront toujours les moyens financiers et humains pour emprunter le chemin qui les conduira vers l'acquisition des technologies nucléaires » (Asencio 2005 : 60). La capacité d'action et de contrainte les distingue, mais pas le désir de bombe. Cette pseudo-loi est invalidée de manière croissante par l'expérience historique (cf. Graphique 1 issu de Hymans 2006a : 4)

Si, dans les débats politiques internes, l'argument de la capacité peut être utilisé pour convaincre de franchir le seuil, comme ce fut notamment le cas en Inde (Lavoy 2006 : 440), il n'y a là rien de nécessaire. Singapour est un bon exemple d'état technologiquement avancé qui, dans l'état actuel de nos connaissances, n'a jamais tenté de se doter d'une arme nucléaire. D'autres états technologiquement avancés, tels que la Suisse (Winkler 1981) ou la Suède (Cole 1990, 1994, 1996), ont eu des activités nucléaires à visée militaire à une période précise mais n'ont jamais franchi le seuil. Le Japon et l'Allemagne entrent également dans cette catégorie et sont d'autant plus pertinents pour nous que d'éminents experts du nucléaire ont prédit leur nucléarisation (pour l'Allemagne Mearsheimer 1990 : 38 ;

mocratie et les partis politiques étaient des déviations qui devaient être condamnées. Un tel discours est particulièrement significatif au vu du ralliement très majoritaire à la rhétorique démocratique dans le monde et alors que la Libye elle-même s'est ralliée à ces standards de discours dès 2001 (Martinez 2007). L'argument selon lequel les régimes autoritaires seraient intrinsèquement et comme fatalement attirés par la bombe n'est d'ailleurs pas davantage valide. En plus de l'exemple de la Libye, on peut citer la monarchie jordanienne qui n'a connu ses premières élections parlementaires qu'en 1993, dont le degré de démocratisation reste contesté (Robinson 1998) et dont la situation stratégique s'avère extrêmement délicate, le traité de paix avec Israël ne remontant qu'à 1994. Pourtant, elle n'a semble-t-il jamais cherché à se doter de l'arme nucléaire (Solingen 2007 : 252).

pour le Japon Allison 2005 et pour les deux, Layne 1993 : 37). En outre, si cette loi était valide, aucun état doté n'aurait dû renoncer à la bombe, y compris l'Afrique du Sud. Un dernier argument dans ce sens pourrait être que, parmi les états qui ont poursuivi des activités nucléaires, davantage ont mis un terme à leurs activités nucléaires après avoir acquis un réacteur de recherche qu'avant. En d'autres termes, cette avancée technologique significative ne rend pas plus probable le franchissement du seuil nucléaire (Müller et Schmidt 2008 : 25).

Enfin, la bombe n'a pas nécessairement été envisagée comme la meilleure garantie de sécurité face à un proliférant, ce qui nuance considérablement l'image de la réaction en chaîne. Prenons l'exemple égyptien (Solingen 2007 : chap. 11 ; Rublee 2006, 2009 chap. 4 ; Walsh 2001 : 254). Dans les années 1950, le Caire entame un programme nucléaire militaire visant à contrer Tel-Aviv et à s'assurer un rôle de leader régional. Le programme nucléaire israélien est alors mal documenté et les capacités conventionnelles égyptiennes sont largement supérieures à celles de l'état hébreu. Lorsque l'Égypte renonce, au début des années 1970, le programme israélien est bien mieux documenté qu'au moment où elle a choisi la prolifération (Rublee 2009 : 108 ; Solingen 2007 : 234), le rapport des capacités conventionnelles s'est inversé au détriment des Égyptiens ; l'Iran, l'Irak et la Libye, autant d'états rivaux dans la course au leadership régional, sont soupçonnés de prolifération. Enfin, Le Caire ne dispose toujours pas de garanties de sécurité de Moscou. Certains Égyptiens croyaient en un engagement soviétique à protéger leur pays si Israël se dotait d'une capacité de dissuasion mais d'autres sources nient purement et simplement l'existence d'un tel engagement. Nasser a d'ailleurs publiquement démenti son existence (Solingen 2007 : 233–34). La dégradation significative de l'environnement de sécurité égyptien entre le milieu des années 1950 et les années 1970, y compris la défaite de 1967, aurait dû l'inciter à poursuivre sur la voie de la prolifération si elle devait nécessairement répondre à la prolifération, selon la formule citée plus haut. Or, il n'en est rien.¹² Pour-

¹² Pour prolonger la réfutation de la « prolifération réactive », on pourrait être tenté de dire que depuis le 7 juin 1981, la croyance selon laquelle la prolifération constitue le meilleur moyen de se protéger contre la prolifération d'un voisin va probablement s'émousser. En effet, à cette date, l'aviation israélienne a bombardé et détruit le réacteur Osirak, inaugurant l'ère des frappes préventives contre les proliférants soupçonnés. Suivront l'opération de bombardement du même Irak menée conjointement par les États-Unis et la Grande Bretagne du 16 au 19 décembre 1998 et baptisée Desert Fox, l'explicitation de la stratégie de préemption américaine dans la National Security Strategy de 2002, l'opération Iraqi

tant, l'Égypte était la nation arabe la mieux dotée en termes de scientifiques, le désert aurait constitué un excellent site d'essais et, dans les années 1960, elle disposait de ressources égales voire supérieures à celles d'Israël ou du Pakistan à l'époque où ils ont développé leur programme (Ruble 2009 : 107, 112). Au-delà de ce simple exemple, une étude quantitative récente établit que les états dont les rivaux prolifèrent ne sont ni plus ni moins susceptibles de lancer un programme nucléaire que n'importe quelle autre catégorie d'états (Bleek 2009).

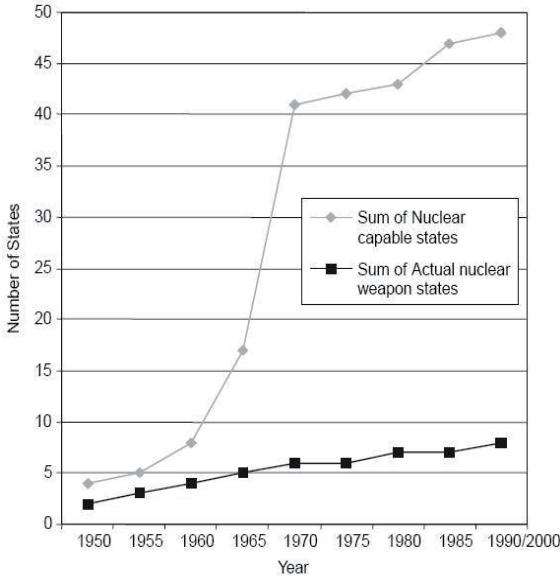
Les trois déductions possibles à partir de la métaphore sont donc bien trop radicales au vu de l'histoire nucléaire. Voyons maintenant les effets de ces distorsions sur le récit historique global issu du fatalisme proliférant.

De manière générale, l'histoire du fatalisme proliférant est celle d'un pessimisme excessif dont les prévisions ne se réalisent pas. D'ailleurs, la *doomsday clock*¹³ a dû être remontée à de nombreuses reprises – en 1960,

Freedom en mars 2003 et le bombardement par l'aviation israélienne d'un bâtiment syrien le 6 septembre 2007 (Sur ce dernier événement, à l'interprétation encore problématique, cf. notamment Razoux 2008 ; Tertrais 2008 ; Delpech 2008. Sur la nouveauté que cela constitue pour les États-Unis, qui s'étaient abstenus contre l'Union soviétique, la Chine et la Corée du Nord, cf. Silverstone 2007, chap. 6.). On peut supposer à première vue que cette évolution fondamentale ne va pas manquer d'affecter l'évaluation des candidats à la prolifération. En effet, si des frappes préventives contre les proliférants sont envisageables, même si l'on considère la bombe comme la meilleure garantie de sécurité face à un voisin proliférant, la période qui sépare le début du processus proliférant de son terme – dont nous verrons combien il est incertain – ne rend pas le proliférant plus sûr mais, au contraire, le désigne comme la cible potentielle de frappes préventives. Cet argument est encore renforcé si l'on considère que l'association de la bombe à la sécurité provient d'une croyance en la théorie classique de la dissuasion nucléaire. Dans ce cas, le proliférant ne doit pas seulement parvenir à construire une bombe mais aussi une capacité de frappe en second, ou au moins à persuader celui qu'il veut dissuader que ladite capacité existe. Cette exigence supplémentaire ne fait qu'allonger la durée au cours de laquelle la prolifération rend celui qui s'y essaie plus exposé à une frappe. Toutefois, ces considérations nous semblent très incertaines. En effet, les frappes considérées au cours de la période ne concernent pas tous les proliférants mais seulement l'Irak et la Syrie. On peut ajouter l'Iran si l'on considère les frappes réciproques contre des centrales nucléaires au cours de la guerre Iran-Irak comme des frappes anti-prolifération. Néanmoins, l'Iran n'a toujours pas fait l'objet de frappes annoncées depuis plusieurs années (Hersh 2006 ; Laurent 2007 ; Tertrais 2007). Plus encore, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord sont tous trois parvenus à réaliser des essais nucléaires sans être bombardés. La sélectivité des frappes préventives contre les proliférants nous dissuade donc fortement de les considérer comme susceptibles d'avoir affecté ou d'affecter de manière univoque la croyance fondamentale selon laquelle la bombe serait une garantie de sécurité telle que l'entreprise de prolifération doit être tentée.

¹³ Elle figure le risque nucléaire dans son ensemble mais nous supposons que l'augmentation du nombre d'acteurs dotés en est une composante essentielle.

Graphique 1 : Comparaison historique du nombre d'états technologiquement capables de se doter de la bombe et du nombre d'états effectivement dotés



Source : Hymans 2006a: 4 (reprint in consent with Cambridge University Press).

1963, 1969, 1972, 1988, 1990 et 1991. Si l'on considère la prolifération horizontale, le fatalisme proliférant occulte trois phénomènes fondamentaux de l'histoire nucléaire.

D'abord, la grande majorité des états n'a tout simplement pas tenté de se doter de l'arme nucléaire. Ainsi, les études les plus pessimistes montrent que seuls 39 états ont eu des activités nucléaires à un moment ou à un autre, indépendamment de l'existence d'une décision claire de se doter de l'arme.¹⁴ Ce chiffre n'est guère compatible avec la croyance en un attrait

¹⁴ Ariel Levite considère 38 proliférants si l'on inclut les quatre qu'il catalogue comme incertains (Levite 2002–2003 : 62). La liste est la suivante : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Biélorussie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Libye, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Royaume Uni, Suède, Suisse, Taïwan, Turquie, Ukraine, Union soviétique / Russie, Yougoslavie. Nous y ajoutons la Syrie, au vu des soupçons qui pèsent sur l'installation bombardée par Israël le 6 septembre 2007 (Razoux 2008 ; Tertrais 2008 ; Delpech 2008). Notons qu'il nous semble problématique de considérer l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan comme des

intrinsèque de la bombe. Son interprétation doit certes tenir compte du fait que bon nombre des états effectivement proliférants sont nés avant la décolonisation. Faire une comparaison qui accorde le même temps à chacun pour voir s'il prolifère exigerait de laisser encore un peu de temps aux états les plus récemment indépendants. A cette nuance près, sur les 192 états du monde reconnus aujourd'hui par les Nations Unies, les états ayant eu à un moment ou à un autre de l'histoire des activités nucléaires représentent donc au pire 20.3% des cas. Bien sûr, la proportion d'états ayant franchi le seuil est plus faible encore (4.7%, Corée du Nord incluse).

Ensuite, la loi d'une augmentation linéaire du nombre d'états dotés est invalidée au moins par la période de 1991 à 1998. En effet, au cours de cette période, aucun état ne franchit le seuil nucléaire et aucun nouveau

états proliférants dans la mesure où ils n'étaient pas indépendants lorsqu'une partie des arsenaux soviétiques a été installée sur leur territoire. Le fait que les trois états aient eu un siège séparé à l'Assemblée générale des Nations Unies ne nous semble pas suffisant pour récuser le problème. Ce sont des états héritiers d'un arsenal ayant eu des activités nucléaires à ce titre mais non proliférants. Harald Müller et Andreas Schmidt considèrent quant à eux que 36 états ont eu des activités nucléaires depuis le début de l'histoire, indépendamment de l'existence d'une décision explicite de produire une bombe (cf. Müller et Schmidt 2008). Précisons que certaines études postulent un nombre bien moindre d'états proliférants, mais Müller et Schmidt leur adressent des critiques justifiées de ce point de vue dans leur étude citée ci-dessus. Nous tiendrons toutefois compte des études de Sonali Singh et Christopher R. Way (2004), Dong-Joon Jo et Erik Gartzke (2007).

En ce qui concerne l'Espagne, Ariel Levite en fait un proliférant incertain et Müller et Schmidt la retiennent dans leur liste. Jo et Gartzke l'excluent, de même que Sonali et Singh mais ces derniers font référence aux rumeurs et à un intérêt peut être sporadique. Müller et Schmidt mentionnent le Nigéria dans leur étude ci-dessus en s'appuyant sur Clement Eme Adibe, "Nigeria : The Domestic Basis of a Proactive Non-Nuclear Policy", papier présenté dans le cadre de l'atelier sur les racines domestiques d'une politique non-nucléaire proactive : une nouvelle approche de la prolifération, au centre Rockefeller, à Bellagio, du 29 septembre au 3 octobre 1997 alors que les trois autres études mentionnées ne l'incluent pas. Müller et Schmidt considèrent le Chili comme proliférant du début des années 1960 au début des années 1990 (2008 : 39) alors que Levite, Jo/Gartzke et Singh/Way ne le mentionnent pas. Müller et Schmidt s'appuient sur le fait que le Chili avait un programme nucléaire de recherche d'importance, mais n'a jamais adhéré au TNP, jusqu'au moment où l'Argentine l'a fait. Santiago, dirigée par un dictateur, a connu des tensions très importantes vis-à-vis de l'Argentine qui ont failli conduire à la guerre à la fin des années 1970. Ceci dit, Müller et Schmidt reconnaissent ne pas disposer de preuves décisives (2008 : 14). Ariel Levite mentionne les Pays-Bas, la Finlande, la Turquie et la Grèce comme proliférants incertains mais pas les trois autres études citées ci-dessus. Enfin, Jacques Hymans récuse le fait que le programme nucléaire argentin ait eu des ambitions militaires, mais sa position reste minoritaire. (2006a : chap. 6) Les trois autres études citées la considèrent comme un proliférant. (voir aussi Reiss 1995 : chap. 3).

proliférant n'apparaît (Müller et Schmidt 2008 : 8).¹⁵ Il ne s'agit pas d'une simple période de *statu quo*, de non-prolifération, mais bien de la période privilégiée de la déprolifération si l'on parle en termes objectifs plutôt qu'en termes d'états reconnus comme dotés. De ce point de vue, l'Afrique du Sud démantèle intégralement son arsenal nucléaire entre 1990 et 1991. Le nouveau gouvernement de Nelson Mandela élu en 1994 choisit de ne pas revenir sur cette décision (Par exemple Burgess et Purkitt 2005 : chap. 6, 7, 8). De même, répétons que l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, nés avec des portions significatives de l'arsenal soviétique sur leur territoire, vont tous trois restituer ces arsenaux à la Russie dans le cadre du protocole de Lisbonne, signé le 23 mai 1992, et le démantèlement sera effectif dans les trois cas au plus tard en 1996 (Potter 1995 ; Skoostsky 1995 ; Schields et Potter 1997). Il n'en reste pas moins qu'entre 1991 et la fin du démantèlement, ces trois états étaient objectivement nucléaires, l'Ukraine et le Kazakhstan disposant alors, sur le plan purement quantitatif, des troisième et quatrième arsenaux au monde.¹⁶ De ce point de vue, on comptait dix états effectivement dotés d'une arme nucléaire en 1991 – les cinq officiels, Israël, l'Afrique du Sud et les trois post-soviétiques – alors que cinq ans plus tard, ils n'étaient plus que six. Si l'on inclut l'Inde du fait de l'essai pacifique de 1974, on passe de onze à sept. La déprolifération horizontale existe donc en dépit des occultations portées par la métaphore de la prolifération, même s'il ne faut pas la réifier en phénomène irréversible sauf à tomber dans la croyance opposée à celle que nous étudions.

¹⁵ Ils ne mentionnent pas la Syrie dont les visées militaires restent sujettes à caution. En l'absence de confirmation, nous ne considérons pas la Syrie comme nouveau proliférant au cours de la période. D'ailleurs, certaines sources avancent que Damas a entamé un programme nucléaire dès 1979, soit antérieurement à ladite période. En ligne : <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/syria/nuke.htm> [consultée le 29.03.2009].

¹⁶ Restent deux débats à ce sujet, dans lesquels nous ne pouvons pas entrer en détail : la question des codes de lancement et celle des sites de test. En effet, pour que l'Ukraine se dote d'un arsenal authentiquement autonome, il aurait fallu qu'elle dispose des codes de lancement de ses missiles et qu'elle se rende capable d'en modifier les cibles. (Entretien de l'auteur avec Robert C. Nurick du James Martin Center for Nonproliferation Studies, Washington DC., 4 avril 2008.) Or, l'Ukraine ne disposait pas d'un système indépendant de satellites pour contrôler les missiles ni d'un site d'essais. Christopher Stevens oppose à ce dernier argument que les têtes nucléaires étaient encore viables au moins jusqu'en 2010 ; des essais informatisés auraient donc pu être réalisés. Il s'appuie également sur Reiss (1995 : 105) et Mearsheimer (1993 : 62–63) pour faire valoir que les experts américains et russes estimaient que les Ukrainiens disposaient des compétences suffisantes pour assurer la sécurité des têtes nucléaires (Stevens 2008).

Tableau 1 : Typologie rétrospective du rapport des états au nucléaire militaire en 2009

	Nombre*	Pourcentage
Etats n'ayant jamais entamé d'activités nucléaires militaires	153	79.7%
Etats ayant poursuivi des activités nucléaires ou disposé d'arsenaux sur leur sol puis renoncé ou restitué lesdits arsenaux	28	14.6%
Etats ayant poursuivi des activités nucléaires, franchi le seuil et conservé leur arsenal	9	4.7%
Etats poursuivant probablement des activités nucléaires militaires en 2009	2**	1.0%

Note : * En additionnant les chiffres des trois dernières lignes, on retrouve les 39 états listés note 14, soit l'estimation la plus pessimiste en matière de prolifération; ** Nous considérons dans cette catégorie l'Iran et la Syrie.

Ces deux éléments conduisent à reconnaître que la prolifération et le renoncement sont deux exceptions jumelles dans l'histoire nucléaire. Plus précisément, la prolifération réussie est une exception plus rare que le renoncement. En effet, parmi les rares états qui ont, à un moment ou à un autre de leur histoire, ambitionné de se doter d'une arme nucléaire, la plupart ont renoncé et bien peu sont parvenus à franchir le seuil (28 contre 9).

Conclusion : Hystérèse des représentations, effets politiques et alternatives fallacieuses

En guise de conclusion, reconnaissons que certains membres du réseau Al Qaeda ont affirmé leur désir de se doter de la bombe (Cirincione 2007 : 89), qu'elle peut être, et a été désirée pour des raisons de prestige ou de sécurité. Toutefois, ce désir et moins encore son assouvissement ne sont une fatalité, qu'elle soit technologique, économique, liée à un type de régime ou à la dégradation de l'environnement stratégique de l'état concerné, contrairement à ce que suggère la métaphore de la prolifération.

Pour établir cela, il n'est pas nécessaire de postuler qu'un récit historique sans métaphore soit souhaitable, ni même possible.

La métaphore, qui a été naturalisée par les experts, n'en occulte pas moins trois aspects significatifs : la majorité des états n'a simplement jamais tenté de se doter de l'arme nucléaire, la plupart de ceux qui se sont lancés dans l'entreprise du nucléaire militaire n'ont pas pu la mener à son terme et la première moitié de la décennie 1990 constitue une période de déprolifération massive. Des deux exceptions jumelles, la déprolifération se révèle moins rare que la prolifération aboutie.

Ces zones d'ombre dans la compréhension de l'histoire nucléaire présentent d'importantes conséquences politiques. En effet, le petit nombre de cas d'études dans le domaine de l'histoire et de la sécurité nucléaire en comparaison avec les autres champs des sciences sociales et la difficulté à obtenir des informations fiables octroient aux représentations développées par les analystes une influence qu'elles n'auraient pas eue dans un autre domaine. Ils les présentent comme autant de connaissances, alors qu'elles sont la plupart du temps issues de déductions, d'argumentaires contrefactuels élaborés, ou d'intuitions rarement fondées sur des théories (Nye 1987 : 382 ; SIPRI 2004 : 6–7 ; Potter et Mukhatzhanova 2008 : 139). Dès lors, l'influence de la métaphore de la prolifération, si on la transpose à la sphère politique qui recourt régulièrement à l'expertise en ces matières, incite à des politiques de lutte contre la prolifération qui négligent la demande et tentent de contraindre l'offre, comme le reconnaissent les théoriciens qui s'inscrivent en faux contre le primat de cette orientation (Hymans 2006b). Elle induit aussi une négligence ou un discrédit excessif à l'égard du désarmement (Cooper 2006 : 353–57) au profit d'une logique de maîtrise des armements. Plus profondément, l'automatisation du phénomène proliférant appelle une extension croissante et indéfinie du concept de sécurité, rend particulièrement problématique la prise en compte des rationalités stratégiques des acteurs (étatiques ou réticulaires), et plus difficile encore l'élaboration d'une solution politique (Péloupidas 2008a : 165–72). Si l'on ne croit pas à l'influence des experts extérieurs sur les décideurs pour des questions qui touchent à leur qualité de décideurs souverains, il faut au moins admettre que la reconnaissance institutionnelle de sa compétence sur ce sujet spécifique et complexe va conférer à l'expert un titre à la déférence (Shils 2000) du point de vue des citoyens. La représentation « fataliste » de l'histoire nucléaire sera d'autant plus séduisante qu'elle s'appuie sur certains constats corrects, que ses excès proviennent d'une simplification dont on

connaît les vertus rhétoriques et que sa version pessimiste corrobore des peurs fondamentales déjà présentes (Stich et Nisbett 1984).

Ceci étant dit, nous aimerions mettre en garde contre ce qui apparaît comme une alternative au fatalisme proliférant et que l'on pourrait désigner comme pédagogie de la catastrophe (Pélopidas 2009). On lit en effet régulièrement qu'en matière de désarmement nucléaire, une catastrophe de grande ampleur, telle que l'emploi de l'arme ou un acte terroriste nucléaire pourrait faire naître le sursaut conduisant au désarmement général (Khan 1962 : 148–49 ; Perkovich et Acton 2008 : 108 ; Tertrais 2006 : 53). Cette perspective est bien plutôt un prolongement dangereux qu'une alternative au fatalisme proliférant ; elle suggère que la loi de l'augmentation du nombre d'acteurs dotés est tellement ancrée dans les comportements humains qu'une véritable révolution, entendue comme la rupture d'un tabou structurant l'ordre des choses, serait nécessaire à l'avènement de cette dynamique historique alternative. De même que l'histoire nucléaire interprétée à travers le prisme du fatalisme proliférant néglige les succès passés du désarmement et le discrédite, la perspective d'une « catastrophe désarmante » introduit un dilemme mal fondé mais tragique pour les partisans du désarmement et plus particulièrement de l'abolition des armes nucléaires : ils doivent espérer une explosion nucléaire pour qu'enfin se réalise leur objectif. Or, bien des militants du désarmement servent cette cause comme un objectif secondaire subordonné au non-emploi de la bombe, le risque de lancement accidentel demeurant tant qu'il y aura des armes nucléaires (Sagan 1993 ; Blair 1998). Dans ces conditions, le partisan de l'abolition sera incité à renoncer à son objectif du fait d'un dilemme créé artificiellement par la nécessité supposée d'une catastrophe comme condition de possibilité du désarmement. La différence entre les deux perspectives se joue simplement dans l'objectif associé à la prévision. Dans la variante pessimiste majoritaire du fatalisme proliférant, la prophétie se veut auto-réfutante : l'annonce de la prolifération enjoint à agir de manière urgente pour démentir la prévision. – C'est l'objectif affiché du recours à la *doomsday clock* comme symbole (Bulletin's team 2002 : 36) – Au contraire, la prophétie de la « catastrophe désarmante » incite à investir d'espoir la catastrophe à venir voire à agir pour en hâter l'avènement.

Enfin, si l'on a pu établir que les événements catastrophiques conduisent les décideurs politiques, dans des domaines aussi différents que la pêche et la maîtrise des armements, à remettre en cause leur perception (Adler, Haas, 1992 : 380), il semble bien difficile d'envisager un tel changement de paradigme en ce qui concerne le fatalisme proliférant, d'autant plus s'il

est entretenu par les experts consultés. Comment avérer la non-prolifération au présent ? Alors que la quasi-totalité des états est partie au TNP et soumise à des contrôles de l'AIEA, l'impératif d'opacité qui s'impose au proliférant rend plus difficile encore la réfutation d'un cas isolé soupçonné de prolifération, et *a fortiori* de la croyance au fatalisme proliférant, qui s'abritera toujours derrière l'idée d'une pause.

Qu'il nous soit permis en guise d'épilogue d'esquisser trois pistes de recherches susceptibles de prolonger ce travail.

Pistes de recherche

La première piste consiste en un travail de sociologie qui retracerait avec précision la diffusion du vocabulaire et des référents associés à la métaphore de la prolifération du monde des analystes à celui des décideurs, dans chaque langue. Dans la mesure où les spécialistes du nucléaire constituent une petite communauté d'experts qui se lit et se fréquente – les services de renseignement en matière de prolifération pouvant être considérés comme une sous-communauté ou une communauté parallèle – cette enquête appelle à mobiliser le concept de communauté épistémique (Haas 1992 ; pour une application à la maîtrise des armements, cf. Adler 1992), afin de développer une compréhension plus fine de la diffusion des représentations entre analystes et décideurs. Cela permettrait également de préciser la nature de l'effet structurant de la métaphore : est-il seulement légitimatoire d'une croyance *a priori* établie ou façonne-t-il cette croyance partagée à la manière des paradigmes¹⁷ (Kuhn 1996 : 43–51) ?

Ensuite, il conviendrait de rechercher d'autres facteurs structurant le fatalisme en matière de prolifération, au-delà de la réification d'une métaphore à laquelle nous avons consacré cette étude. En effet, Kenneth Waltz, qui développe une vision également fataliste de l'augmentation du nombre d'acteurs dotés de l'arme nucléaire mais considère qu'une dissémination maîtrisée peut constituer un bienfait pour l'ordre international estime que le terme de prolifération est mal choisi (Sagan, Waltz et Betts 2007 : 136). L'un des autres facteurs que l'on pourrait avancer réside dans le présuppo-

¹⁷ Le terme nous semble applicable aux études de sécurité nucléaire dans la mesure où le champ est particulièrement étroit, les experts ne s'ignorent pas et la métaphore de la prolifération est quasi-universellement acceptée. On pare ainsi aux objections majeures de Dogan (2001) qui refuse d'appliquer la notion de paradigmes aux sciences sociales.

sé anthropologique suivant : les décideurs ont toujours souhaité doter leur communauté de l'arme la plus puissante disponible à leur époque. La réfutation rationnelle de l'existence de ce prétendu invariant anthropologique suppose simplement d'admettre que toute arme n'est qu'un instrument mis au service d'une finalité stratégique. Dès lors, il faut au moins reconnaître que celui qui dispose de l'arme la plus avancée ou d'un avantage capacitairre significatif n'a pas systématiquement remporté la victoire (Biddle 2004 : 1–27) ou limité les dommages qui lui ont été causés. Cela vaut notamment pour les guérillas qui ont pu défaire des armées régulières pourtant supérieures en termes de capacités (Schmitt 1962 ; Badie 2004) ou pour le Nord-Vietnam qui l'a emporté contre les Etats-Unis nucléaires. Mais on sait que la mise au jour de contre-exemples ne suffit que rarement à ébranler certaines préconceptions fondamentales des analystes de la politique internationale (Tetlock 1999). Et les études de psychologie et de sciences cognitives ont établi que la conscience de l'expertise peut conduire ceux qui la développent à penser qu'ils comprennent plus vite ce qui se produit de sorte que, par un effet paradoxal, cela ralentit leur capacité à développer une compréhension adéquate du phénomène. Le champ des « études de sécurité » (*Security Studies*) souffre de trois difficultés spécifiques eu égard à la possibilité d'un phénomène d'apprentissage et d'adaptation des représentations : le domaine d'activité des acteurs observés les incite à mentir et rend les informations rares et particulièrement peu fiables de sorte que des inférences sur les intentions de ces décideurs en matière d'affaires stratégiques sont particulièrement hasardeuses ; ces difficultés sont en général compensées par un recours supposé heuristique à la notion de puissance (*power*) suffisamment floue et extensible pour compenser les anomalies des théories antérieures ; enfin, la prospective dans ces domaines implique d'articuler ces deux approches – par les intentions et par les différentes composantes de la puissance –, ce qui exigerait une capacité de calcul de probabilités combinées bien supérieure aux capacités du cerveau humain. Dans une telle situation, la stratégie du déni de complexité et l'usage de concepts explicatifs englobants est probable (Hermann et Choi 2007). La localisation de cette source complémentaire du fatalisme proliférant, ici seulement suggérée ainsi que des raisons de sa persistance dans le champ spécifique des études du nucléaire militaire participerait à une meilleure compréhension du phénomène et contribuerait à des préconisations plus précises en vue d'un changement de paradigme.

Enfin, l'approche par la « catastrophe désarmante » appelle un examen critique détaillé. Nous ne pointerons ici que quelques uns des problèmes

à soulever. Elle suppose que l'emploi de l'arme va établir un précédent dont la conséquence, connue d'avance, sera analogue pour tous les acteurs de la scène internationale, à savoir un engagement unanime, prompt et effectif dans le sens du désarmement. Il est vrai que certains comportements jugés inédits dans l'histoire ont généré une convention opposée à ce comportement particulier. Ce fut le cas après la Shoah avec l'avènement de la notion de crime contre l'humanité et certains défendent que le non-emploi de la bombe atomique depuis 1945 découle précisément du souvenir d'Hiroshima et Nagasaki (Tannenwald 2007 : chap. 3). Mais l'on se souvient exclusivement des actes qui ont pris valeur de précédent, sous-estimant les conditions complexes qui aboutissent à les établir (Kier et Mercer 1996). S'ajoute à cela que l'acte consiste en un *usage* spécifique de l'arme nucléaire alors que l'on attend une réaction en termes *d'acquisition* et de *possession*. Sur un plan purement logique, à supposer qu'un précédent soit établi, il porterait bien plus probablement sur l'emploi de l'arme contre un adversaire – les essais nucléaires peuvent en effet être considérés comme des emplois dont la dernière occurrence a eu lieu en 2006 et dont les effets politiques sont d'une tout autre nature – que sur son acquisition ou sa possession (pour différents scénarii, Quester 2006). Sur ce point précis, nous disposons d'au moins un antécédent historique. En effet, en juin 1945, J. Robert Oppenheimer utilisait précisément l'argument de la catastrophe nécessaire à la prise de conscience préalable au désarmement nucléaire global pour fonder sa défense de l'usage militaire direct de la bombe (Bird et Sherwin 2005 : 299). Nous savons ce qu'il en est : le rapport Acheson-Lilienthal et sa traduction dans le plan Baruch présenté aux Nations Unies le 14 juin 1946 constituent en effet une tentative de répondre à l'emploi par un retour à un monde ante-nucléaire via l'édification d'une autorité internationale à laquelle seraient remises les ressources nucléaires utilisables à des fins militaires mais elle n'a pas abouti. Soupçonnant les Etats-Unis d'en faire un moyen d'espionnage au service de la préservation de leur monopole, l'Union soviétique a refusé de le signer et proposé un contre-plan accordant la priorité à la destruction des arsenaux existants sur la constitution d'une autorité internationale, que Washington a rejeté à son tour. (Le Guelte 1997 : 20–4) Par ailleurs, un emploi unique de l'arme pourrait induire une banalisation de l'emploi du fait de l'absence de riposte nucléaire et du caractère pas aussi disproportionné que ce qui était attendu des destructions causées.¹⁸ En d'autres termes, l'emploi pourrait faire pré-

¹⁸ Sur ce point, il faut toutefois reconnaître le non-emploi de l'arme contre des puissances

cèdent dans le sens opposé à ce qu'anticipe la prophétie de la « catastrophe désarmante ». En effet, même si l'on adhère à la thèse du tabou, force est de constater qu'il a fallu du temps pour qu'il s'impose. Ainsi, le 16 septembre 1948, le Conseil de Sécurité Nationale américain se prononce en faveur de l'utilisation des bombes en cas de conflit avec l'URSS, reflétant un sentiment largement répandu dans la population (Le Guelte 2009 : 47). Enfin, le passage d'un précédent en termes d'emploi à un précédent en termes d'acquisition et de possession n'est logiquement envisageable sans problème que si l'on considère que la possession d'une arme nucléaire va nécessairement ou très probablement conduire à son emploi tôt ou tard. Cette idée semble moins incongrue dans le cas d'un lancement accidentel dont le caractère accidentel ferait l'objet d'un consensus que dans celui d'une frappe délibérée, que l'on renverra toujours au contexte exceptionnel et aux intentions qui ne le sont pas moins d'un dirigeant spécifique. Même dans le cas où toutes ces conditions sont remplies, il semble bien hasardeux de penser que les réflexes d'exception nationale et les objectifs de puissance ou de prestige à cette échelle et à plus court terme ne vont pas prendre le pas sur une idée aussi générale que « l'existence d'armes nucléaires conduira forcément à leur explosion » dont l'horizon temporel n'est pas fixé.

En attendant un éventuel changement de paradigme, le fatalisme proliférant et la pérennité d'un usage non-réflexif de la métaphore qui le fonde attestent d'une appréhension dégradée de la quête de la vérité scientifique. « L'amour de la vérité n'est pas le besoin de certitude et il est bien imprudent de confondre l'un avec l'autre. » Ces mots de Gide (1997 : 156) saisissent comment ces errements d'analystes peuvent séduire des hommes politiques qui se méprennent sur les prescriptions de la prudence.¹⁹

non-susceptibles de riposte nucléaire, même dans le cas où la défaite était en jeu dans un conflit. On pense aux Etats-Unis au Vietnam, au Royaume-Uni au moment de la guerre des Malouines, à l'Union Soviétique en Afghanistan en 1979. Cette question suppose de soulever le débat sur les motifs du non-emploi, pour laquelle nous renvoyons à Tannenwald 2007 et Paul 2009.

¹⁹ Pour une approche du débat sur la stratégie à mettre en œuvre face à l'Iran qui révèle cette logique du besoin de certitude aussi bien chez les analystes que chez les acteurs politiques, cf. Pélopidas 2007.

Références

- Acton, J. et G. Perkovich (2008). *Abolishing Nuclear Weapons*. Oxford : Oxford University Press. Adelphi Paper no. 396.
- (2009). What's Next ? Dans Acton, J. et G. Perkovich (dirs.), *Abolishing Nuclear Weapons : A Debate*. Washington : Carnegie Endowment for International Peace (307–28).
- Adler, E. (1992). The Emergence of Cooperation : National Epistemic Communities and the International Evolution of the Idea of Nuclear Arms Control. *International Organization* 46(1) : 101–45.
- Adler, E. et P. Haas (1992). Conclusion : Epistemic Communities, World Order, and the Creation of a Reflective Research Program. *International Organization* 46(1) : 367–90.
- Allison, G. (2005). The Specter of Nuclear Proliferation. *Los Angeles Times* 17.02.2007. En ligne : <http://articles.latimes.com/2005/feb/17/opinion/oe-allison17> [consultée le 18.03.2009].
- Ascher, F. (2005). La Métaphore est un Transport : Des Idées sur le Mouvement au Mouvement des Idées. *Cahiers internationaux de sociologie* 63(1) : 37–54.
- Asencio, M. (2005). Prolifération Nucléaire et Technologie. *Annuaire Stratégique et Militaire 2005*. Paris : Odile Jacob (59–69).
- Badie, B. (2004). *L'Impuissance de la Puissance. Essai sur les Incertitudes et les Espoirs des Nouvelles Relations Internationales*. Paris : Fayard.
- Barnaby, F. (1993). *How Nuclear Weapons Spread : Nuclear-Weapon Proliferation in the 1990s*. Londres : Routledge.
- Biddle, S. (2004). *Military Power : Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*. Princeton : Princeton University Press.
- Bird, K. et M. Sherwin (2005). *American Prometheus : The Triumph and Tragedy of J. Robert Oppenheimer*. New York : A. A. Knopf.
- Black, M. (1962). *Models and Metaphors*. New York : Cornell University Press.
- Blair, B. (1998). *The Logic of Accidental Nuclear War*. Washington : Brookings Institution Press.
- Bleek, P. (2009). Does Proliferation Beget Proliferation ? Quantitative Analysis of Reactive Nuclear Weapons Proliferation Dynamics. Papier présenté au 50ème congrès de l'International Studies Association, New York.

- Bowen, W. (2006). *Libya and Nuclear Proliferation : Stepping Back from the Brink*. Londres : Oxford University Press.
- Braut-Hegghammer, M. (2008). Libya's Nuclear Turnabout : Perspectives from Tripoli. *Middle East Journal* 62(1) : 55–72.
- Brito, D. et M. Intriligator (1993). The Economic and Political Incentives to Acquire Nuclear Weapons. *Security Studies* 2(3–4) : 295–310.
- Brown, G. (2008). Discours Prononcé Devant la Chambre de Commerce de Dehli le 21 janvier. En ligne : <http://www.number10.gov.uk/Page14323> [consultée le 18.03.2009].
- (2009). Discours Prononcé à Londres le 17 mars. En ligne : <http://www.number10gov.uk/Page18631> [consultée le 18.03.2009].
- Bulletin's team (2002). The History of the Bulletin Clock. *Bulletin of the Atomic Scientists* 58(2) : 36–7.
- Burgess, S. et H. Purkitt (2005). *South Africa's Weapons of Mass Destruction*. Bloomington : Indiana University Press.
- Campbell, K., Einhorn, R. et M. Reiss (2004), (dirs.). *The Nuclear Tipping Point : Why States Reconsider Their Nuclear Choices*. Washington: Brookings Institution Press.
- Champchesnel, T. de et N. Kasprzyk (2008). Un Monde Sans Armes Nucléaires ? *Défense Nationale et Sécurité Collective*, hors série « Prolifération et Non-prolifération » : 78–85.
- Cirincione, J., Wolfstahl, J. et M. Rajkuma (2005). *Deadly Arsenals : Nuclear, Biological and Chemical Threats* (2ème édition révisée et élargie). Washington: Carnegie Endowment for International Peace.
- Cirincione, J. (2007). *Bomb Scare : The History and Future of Nuclear Weapons*. New York : Columbia University Press.
- Cole, P. (1990). *Neutralité du Jour : The Conduct of Sweden's Security Policy Since 1945*. Thèse de doctorat. The Johns Hopkins Nitze School of Advanced International Studies.
- (1994). *Sweden Without the Bomb : The Conduct of a Nuclear Capable Nation Without Nuclear Weapons*. Santa Monica : RAND MR–460.
- (1996). Atomic Bombast : Nuclear Weapon Decision Making in Sweden 1945–72. Occasional Paper 26. Washington: The Henry L. Stimson Center.
- Cooper, N. (2006). Putting Disarmament Back in the Frame. *Review of International Studies* 32 : 353–76.

- Corera, G. (2006). *Shopping for Bombs : Nuclear Proliferation, Global Insecurity, and the Rise and Fall of the A. Q. Khan Network*. Oxford : Oxford University Press.
- Courmont, B. (2008). Après l'Iran : Vers une Prolifération Nucléaire au Moyen-Orient ? *Revue internationale et stratégique* 70 : 119–28.
- Daguzan, J-F. et O. Lepick (2003). *Le Terrorisme Non-conventionnel*. Paris : PUF.
- Delpech, T. (2008). Un An Après : Nouvelles Questions sur le Raid du 6 Septembre 2007. *Politique étrangère* 3 : 643–52.
- Dogan, M. (2001). Paradigms in the Social Sciences. Dans Smelser, N. et P. Bates (dirs.), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, vol. 16. New York : Elsevier (11'023–27).
- Ferguson, C., Potter, W., Sands, A., Spector, L. et F. Wehling (2004). *The Four Faces of Nuclear Terrorism*. Monterey : Center for Nonproliferation Studies.
- Froscher, T. (2006). Anticipating Nuclear Proliferation : Insights from the Past. *Nonproliferation Review* 13(3) : 467–77.
- Gide, A. (1997). *Journal II (1926–50)*. Edition établie, présentée et annotée par Martine Sagaert, Paris : Gallimard.
- Goldschmidt, B. (1967). *Les Rivalités Atomiques 1939–66*. Paris : Fayard
- Hayez, P. (2008). Les Difficultés de l'Appréciation de Situation en Matière de Prolifération. Conférence donnée dans le cadre de la journée d'études organisée par la Délégation aux Affaires Stratégiques du Ministère français de la Défense le 12 juin. En ligne : <http://www.defense.gouv.fr/das/content/download/126465/1108930/file/Table%202.pdf> [consultée le 17.03.2009].
- Hermann, R. et J. Choi (2007). From Prediction to Learning : Opening Expert's Minds to Unfolding History. *International Security* 31(4): 132–61.
- Hersh, S. (2006) The Iran Plans. *The New Yorker* 17.04.2006.
- Hook, G. (1984). The Nuclearization of Language : Nuclear Allergy as Political Metaphor. *Journal of Peace Research* 21(3) : 259–75.
- Hymans, J. (2006a). *Psychology of Nuclear Proliferation. Identity, Emotions and Foreign Policy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- (2006b). Theories of Nuclear Proliferation : The State of the Field. *Nonproliferation Review* 13(3) : 455–65.

- (2008a). Assessing North Korean Nuclear Intentions and Capacities: A New Approach. *Journal of East Asian Studies* 8(2) : 259–92.
- Jo, D. et E. Gartzke (2007). The Determinants of Nuclear Proliferation. *Journal of Conflict Resolution* 51(1) : 167–94.
- Jones, R. (1982). *Physics as Metaphor*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Jouvenel, B. de. (1945). *Du Pouvoir : Histoire Naturelle de sa Croissance*. Genève : Ed. du Cheval Ailé.
- Khan, H. (1962). *Thinking About the Unthinkable*. New York : Horizon Press.
- Kier, E. et J. Mercer. (1996). Setting Precedents in Anarchy : Military Intervention and Weapons of Mass Destruction. *International Security* 20(4) : 77–106.
- Kissinger, H., Nunn, S., Perry, W. et G. Shultz (2007). A World Free of Nuclear Weapons. *Wall Street Journal* 04.01.2007 : A15.
- (2008). Toward A Nuclear-Free World. *Wall Street Journal* 15.01.2008 : A13.
- Klare, M. 1995. *Rogue States and Nuclear Outlaws : America's Search for a New Foreign Policy*. New York : Hill and Wang.
- Kuhn, T. (1996). *The Structure of Scientific Revolutions*. 3^{ème} édition. Chicago : The University of Chicago Press.
- Labbé, M.-H. (1995). *La Tentation Nucléaire*. Paris : Payot.
- Lakoff, George et M. Johnson (2003). *Metaphors We Live By*. Chicago : University of Chicago Press.
- Langewiesche, W. (2007). *The Atomic Bazaar : The Rise of the Nuclear Poor*. New York : Penguin.
- Laurent, E. (2007). *Bush, l'Iran et la Bombe*. Paris : Plon.
- Lavoy, P. (2006). Nuclear Proliferation over the Next Decade : Causes, Warning Signs and Policy Responses. *Nonproliferation Review* 13(3) : 433–54.
- Layne, C. (1993). The Unipolar Illusion : Why New Great Powers Will Rise. *International Security* 17(4) : 5–51.
- Le Guelte, G. (1997). *Histoire de la Menace Nucléaire*. Paris : Hachette littératures.
- (2003). *Terrorisme Nucléaire : Risque Majeur, Fantasme ou Epouvantail ?* Paris : PUF.
- (2009). *Les Armes Nucléaires : Mythes et Réalités*. Arles : Actes Sud.

- Levi, M. (2007). *On Nuclear Terrorism*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- Levite, A. (2002–03). Never Say Never Again : Nuclear Reversal Revisited. *International Security* 27(3) : 59–88.
- Martin, S. (2004). Weapons of Mass Destruction : A Brief Overview. Dans Hashmi, S. et S. Lee (dirs.), *The Ethics of Weapons of Mass Destruction. Religious and Secular Perspectives*. New York : Columbia University Press (16–42).
- Martinez, L. (2007). *The Libyan Paradox*. Londres : Hurst.
- Masiza, Z. (1993). A Chronology of South Africa's Nuclear Weapons Program. *Nonproliferation Review* 1 : 35–55.
- Mearsheimer, J. (1990). Back to the Future. Instability in Europe after the Cold War. *International Security* 15(1) : 5–56.
- (1993). The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent. *Foreign Affairs* 72(3) : 50–66.
- Miller, F. (1979). Metaphor and Political Knowledge. *American Political Science Review* 73(1) : 155–70.
- Montgomery, A. (2005). Ringing in Proliferation : How to Dismantle an Atomic Bomb Network. *International Security* 30(2) : 153–87.
- Müller, H. (2007). The Exceptional End to the Extraordinary Libyan Nuclear Quest. Dans Bremer Maerli, M. et S. Lodgaard (dirs.), *Nuclear Proliferation and International Security*. Londres : Routledge (73–95).
- Müller, H. et A. Schmidt (2008). The Little-Known Story of De-Proliferation : Why States Give Up Nuclear Weapons Activities. Papier présenté au 49ème congrès de l'International Studies Association, San Francisco.
- Mutimer, D. (1997). Reimagining Security : The Metaphors of Proliferation. Dans Krause, K. et M. Williams (dirs.), *Critical Security Studies*. Minneapolis : University of Minnesota Press (187–221).
- (1998). Reconstructing Security ? The Practices of Proliferation Control. *European Journal of International Relations* 4(1) : 99–129.
- (2000). *The Weapon State : Proliferation and the Framing of Security*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.
- Nye, J. (1987). Nuclear Learning and US-Soviet Security Regimes. *International Organization* 41(3) : 371–402.

- Obama, B. (2008a). Programme en Matière d'Armes Nucléaires du Candidat Obama. En ligne : http://origin.barackobama.com/issues/foreign_policy/ [consultée le 19.03.2009].
- (2008b). Entretien avec *Arms Control Today*, réponses remises le 10 septembre. En ligne : http://www.armscontrol.org/system/files/Obama_Q-A_FINAL_Dec10_2008.pdf. [consultée le 19.03.2009].
- Ogilvie-White, T. (1996). Is There a Theory of Nuclear Proliferation ? An Analysis of the Contemporary Debate. *Nonproliferation Review* 4(1) : 43–60.
- Paul, T. (2009). *The Tradition of Non-Use of Nuclear Weapons*. Stanford : Stanford University Press.
- Pélopidas, B. (2007). Le Nucléaire Militaire entre Ordre et Conflit. Ou pourquoi la Décision de laisser un Etat se Doter de l'Arme Nucléaire Demeure Politique. Papier non publié présenté au colloque Penser la conflictualité, Ecole militaire, Paris, 23 octobre.
- (2008a). De l'Incrédulité à l'Action. *Esprit* 343 : 158–72.
- (2008b). « Effective Multilateralism » in Non-proliferation Issues: A Comparative and Prospective Look at the EU Non-proliferation Policy. Dans Boutherein, G. (dir.), *Europe Facing Nuclear Weapons Challenges*. Bruxelles : Bruylant (181–202).
- (2008c). Le Pire n'est jamais sûr. Un Regard Prospectif sur le Renoncement à la Prolifération Nucléaire. *Défense Nationale et Sécurité Collective*, hors série « Prolifération et Non-prolifération » : 52–9.
- (2009). Two Paradoxes Surrounding the Growing Consensus on Nuclear Disarmament. Papier non publié présenté lors de la conférence du Project on Nuclear Issues, Paris, 10 mars.
- Perelman, C. (1989 [1969]). Analogie et Métaphore en Science, Poésie et Philosophie. Dans Perelman, C. (dir.), *Réthoriques*. Liège : éditions de l'Université de Bruxelles (395–410).
- Potter, W. (1995). The Politics of Nuclear Renunciation : The Cases of Belarus, Kazakhstan and Ukraine. Henry L. Stimson Center, Occasional Paper no. 22.
- Potter, W. et G. Mukhatzhanova (2008). Devining Nuclear Intentions : A Review Essay. *International Security* 33(1) : 139–69.
- Quester, G. (2006). *Nuclear First Strike : Consequences of a Broken Taboo*. Baltimore : Johns Hopkins University Press.
- Razoux, P. (2008). Israël frappe la Syrie : Un Raid Mystérieux. *Politique étrangère* 1 : 9–22.

- Reiss, M. (1995). *Bridled Ambitions : Why Countries Constraint Their Nuclear Capabilities*. Washington : Woodrow Wilson Center Press.
- Rey, A. (2000), (dir.). *Dictionnaire Historique de la Langue Française*. Paris : dictionnaires le Robert.
- Richelson, J. (2006). *Spying on the Bomb. American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*. New York : W.W. Norton.
- Ricœur, P. (1975). *La Métaphore Vive*. Paris : Seuil.
- Robinson, G. (1998). Defensive Democratization in Jordan. *Journal of Middle East Studies* 30(3) : 387–410.
- Ruble, M. (2006). Egypt's Nuclear Weapons Program. *Nonproliferation Review* 13(3) : 55–67.
- (2009). *Nonproliferation Norms : Why States Choose Nuclear Restraint*. Athens : Georgia University Press.
- Russell, R. (2005). A Weak Pillar for American National Security : The CIA's Dismal Performance Against WMD Threats. *Intelligence and National Security* 20(3) : 466–85.
- Sagan, S. (1993). *The Limits of Safety. Organizations, Accidents and Nuclear War*. Princeton : Princeton University Press.
- (1996–1997). Why do States Build Nuclear Weapons ? : Three Models in Search of a Bomb. *International Security* 21(3) : 54–86.
- et K. Waltz (2003). *The Spread of Nuclear Weapons, a Debate Renewed*. New York : W. W. Norton and Company.
- Sagan, S., Waltz, K. et R. Betts (2007). A Nuclear Iran : Promoting Stability or Courting Disaster ? *The Journal of International Affairs* 60(2) : 137–49.
- Samaddar, S. (2005). Thinking Proliferation Theoretically. *Nonproliferation Review* 12(3) : 435–71.
- Santoro, D. (2008). *Treating Proliferation : An Oncological Approach to the Spread of Nuclear, Biological and Chemical Weapons*. Thèse de doctorat. Macquarie University.
- Sanderson, K. et J. Giles (2006). North Korean Blast Seems Small for a Nuke. *Nature News online*. En ligne : <http://www.nature.com/news/2006/061009/full/news061009-3.html> [consultée le 19.03.2009].
- Sarkozy, N. (2008a). Discours à l'Occasion du Lancement du Sous-marin Nucléaire « Le Terrible » à Cherbourg, le 21.03.2008. En ligne : <http://www.elysee.fr/webtv/discours-france/discours-de-m-le-president->

- de-la-republique-a-cherbourg-a-l-occasion-du-lancement-du-sous-marin-le-terrible--video-3-461.html [consultée le 19.03.2009].
- (2008b) Lettre Adressée à Ban Ki-Moon, Secrétaire Général des Nations Unies le 8 décembre. En ligne : http://www.elysee.fr/documents/index.php?lang=fr&mode=view&cat_id=1&press_id=2109 [consultée le 19.03.2009].
- Schiels, J. et W. Potter (1997), (dirs.). *Dismantling the Cold War : U.S. and NIS Perspectives on the Nunn-Lugar Cooperative Threat Reduction Program*. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Schmitt, C. (1972 [1962]). *Théorie du Partisan*, traduit de l'allemand par M-F. Steinhäuser. Paris : Calmann-Lévy.
- Schultz, G. (1984). Preventing the Proliferation of Nuclear Weapons. *Department of State Bulletin* 84.2093 : 17–21.
- Shils, E. (2000). Déférence. *Communications* 69 : 215–49.
- Silverstone, S. (2007). *Preventive War and American Democracy*. Londres : Routledge.
- Singh, S. et C. Way (2004). The Correlates of Nuclear Proliferation. A Quantitative Test. *Journal of Conflict Resolution* 48(6) : 859–85.
- SIPRI (2004). Review of Recent Literature on WMD, Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation, paper no. 1 prepared for the Weapons of Mass Destruction Commission.
- Skootsky, M. (1995). An Annotated Chronology of Post-Soviet Nuclear Disarmament 1991–94. *Nonproliferation Review* 2(3) : 64–105.
- Sokal, A. et J. Bricmont. (1999). *L'Imposture Intellectuelle*. Paris : Odile Jacob (édition enrichie).
- Solingen, E. (2007). *Nuclear Logics : Contrasting Paths in East Asia and the Middle East*. Princeton : Princeton University Press.
- Stambovsky, P. (1988). Metaphor and Historical Understanding. *History and Theory* 27(2) : 125–34.
- Stevens, C. (2008). Identity Politics and Nuclear Disarmament : The Case of Ukraine. *Nonproliferation Review* 15(1) : 43–70.
- Stich, S. et R. Nisbett (1984). Expertise, Justification, and the Psychology of Inductive Reasoning. Dans Haskell, T. (dir.), *The Authority of Experts. Studies in History and Theory*. Bloomington : Indiana University Press (226–41).
- Tannenwald, N. (2007). *The Nuclear Taboo. The United States and the Non-Use of Nuclear Weapons since 1945*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Tertrais, B. (2003). Vers une « Troisième Vague » de Prolifération Nucléaire? *Annuaire Stratégique et Militaire 2003*. Paris : Odile Jacob (233–50).
- (2006). La Dissuasion Nucléaire en 2030. Essai de Prospective. Paris : Fondation pour la Recherche Stratégique.
- (2007). *Iran. La Prochaine Guerre*. Paris : le cherche midi.
- (2008). Syrie : l'enigme nucléaire. *Politique internationale* 120 : 237–48.
- Tetlock, P. (1999). Theory-Driven Reasoning about Plausible Pasts and Probable Futures in World Politics. *American Journal of Political Science* 43(2) : 335–66.
- Vuori, J. (2009). A Timely Prophet ? The Doomsday Clock as an Aesthetisation of Securitization Moves with a Global Referent Object. Papier présenté au 50ème congrès de l'International Studies Association, New York.
- Walker, W. (2009). President-elect Obama and Nuclear Disarmament. Between Elimination and Restraint. *Proliferation Paper* no. 23. Institut Français des Relations Internationales. En ligne : http://www.ifri.org/files/Securite_defense/Walker_Obama_nuclear_disarmament.pdf [consultée le 17.03.2009].
- Walsh, J. (2001). *Bombs Unbuilt : Power, Ideas and Institutions in International Politics*. Thèse de doctorat. Massachusetts Institute of Technology.
- Waltz, K. (1981). *The Spread of Nuclear Weapons : More May Be Better*. Londres : Oxford University Press. Adelphi Paper no. 171.
- (1995). A Reply. *Security Studies* 4(4) : 802–05.
- Winkler, T. (1981). *Kernenergie und Außenpolitik : Die Internationalen Bemühungen um eine Nichtweiterverbreitung der Kernwaffen und die friedliche Nutzung der Kernenergie in der Schweiz*. Berlin : Berlin Verlag.
- Wittgenstein, L. (2005). *Recherches philosophiques*. Traduit de l'allemand par Dastur, F., Elie, M., Gautero, J-L., Janicaud, D. et E. Rigal. Paris: Editions Gallimard.
- Wittner, L. (1993, 1997, 2003). *The Struggle Against the Bomb*. 3 volumes. Stanford : Stanford University Press.
- Wohlstetter, A. (1961). Nuclear Sharing : NATO and the N+1 Country. *Foreign Affairs* 39(3) : 355–87.

Woolsey, J. (1993). Hearing before the Senate Committee on Governmental Affairs, 103rd Congress, 1st Session, 24 février 1993. Dans *Proliferation Threats of the 1990's*. Washington : Government Printing Office.

Über den Fatalismus in der Geschichte der Verbreitung von Kernwaffen. Abhandlung über eine hartnäckige Sichtweise

Die Äußerungen von politischen Entscheidungsträgern, aber auch diejenigen der Mehrheit der Fachleute auf dem Gebiet der atomaren Kriegsführung, vermitteln den Eindruck, als sei die stetige, wenn auch nicht unbedingt lineare Zunahme der Anzahl von Atommächten eine derart gewichtige Tendenz, dass sich fast von einer historischen Gesetzmäßigkeit sprechen ließe. Der vorliegende Artikel möchte die Bedeutung des ursprünglich aus der Biologie stammenden und heute auf Atomwaffen metaphorisch übertragenen Begriffs der Proliferation beleuchten. Es soll aufgezeigt werden, wie dieser Begriff durch die ihm anhaftende Ideen die Sicht auf die Geschichte der atomaren Aufrüstung prägt. Den Abschluss bilden die Thematisierung der politischen Folgen dieser Sicht der Dinge sowie die Warnung, sich der trügerischen Alternative zu diesem Vermehrungsfatalismus, nämlich der „Erziehung durch die Katastrophe“ hinzugeben. Schliesslich sollen verschiedene vom Autor identifizierte Erklärungsansätze für diesen Fatalismus vorgestellt werden, die einen Paradigmenwechsel möglich erscheinen lassen.

On Fatalism in Nuclear Proliferation Studies. Some Insights on a Persistent Representation

The works of most experts in the field of nuclear military issues suggest that the number of nuclear-weapon actors is rising as if it were a law of history. This study shows how the metaphor of “proliferation”, transposed from biology to nuclear weapons, could be considered as a source of this belief or as a tool that reinforces it. It then explores the consequences of this reified use of the metaphor, namely the historical narrative that is built upon it and its flaws. Finally, it exposes some of the political consequences of such an approach of nuclear history and proposes new research pathways to investigate other sources of “fatalism” in nuclear proliferation issues and the possibility of a paradigm shift among experts in the field.

Benoît Pélopidas est doctorant en science politique à l'IEP de Paris et à l'Université de Genève où il prépare une thèse sur les causes du renoncement à l'arme nucléaire. Pour

2009–10, il est lauréat du Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique et *Visiting Fellow* au James Martin Center for Nonproliferation Studies de Monterey. Plus largement, il entend utiliser les outils de la théorie politique au service d'une meilleure compréhension de l'ordre international ; il a publié, avec Didier Chaudet et Florent Parmentier *L'empire au miroir. Stratégies de puissance aux Etats-Unis et en Russie* (Genève : Droz 2007 ; traduction roumaine : Chisinau : Cartier 2008 ; traduction anglaise enrichie : *When Empire Meets Nationalism : Power Politics in the US and Russia*. Aldershot : Ashgate 2009).

Adresse pour correspondance : James Martin Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, 460 Pierce Street, Monterey, CA-93940, Etats-Unis. Tél. +41 (0)22 379 86 32; E-mail : benoit.peloidas@unige.ch.